

Le GRI Services a passé en revue l'Index du contenu de la GRI afin de s'assurer que son contenu est clairement présenté et que les références aux divulgations correspondent aux sections appropriées du corps du rapport.

Ce service a été offert dans le cadre de la rédaction de la version anglaise du rapport.

INDEX DU CONTENU DES NORMES GRI 'OPTION DE CONFORMITÉ ESSENTIELLE'

NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION
GRI 101: Principes généraux 2016			
GRI 102: Éléments généraux d'information 2016			
PROFIL DE L'ORGANISATION	102-1 Nom de l'organisation	Rapport annuel 2018 – À propos du présent rapport, page 5, ainsi que la page couverture.	
	102-2 Activités, marques, produits et services	Rapport annuel 2018 – Nous aidons les entreprises à percer, croître, et réussir à l'étranger, À propos d'EDC, page 1; Site Web d'EDC – Nos solutions , ainsi que le Résumé du Plan d'entreprise 2018-2022 , voir Moyens employés pour atteindre nos objectifs, page 46.	
	102-3 Lieu géographique du siège	Notre siège social se trouve au 150, rue Slater, à Ottawa, Ontario, Canada Site Web d'EDC ; voir Contactez-nous - Nos bureaux au Canada.	
	102-4 Lieu géographique des sites d'activité	Site Web d'EDC , voir Nos bureaux au Canada, Nos bureaux à l'étranger et Nos représentations à l'étranger	
	102-5 Capital et forme juridique	EDC est une société d'État en propriété exclusive du gouvernement du Canada; Rapport annuel 2018 , À propos d'EDC, page 1.	
	102-6 Marchés desservis	Site Web d'EDC ; voir Contactez-nous, Nos bureaux au Canada.	
	102-7 Taille de l'organisation	Société d'État, en propriété exclusive du gouvernement du Canada, EDC offre des services de financement du commerce extérieur, d'assurances et de gestion des risques aux exportateurs et aux investisseurs canadiens de réussir à l'étranger. En plus de ses 20 bureaux au Canada, EDC compte 20 représentations à l'étranger ainsi qu'une succursale internationale où travaillent une cinquantaine d'employés. Son siège social est situé à Ottawa (Ontario), au Canada. Effectif total : 1 561 employés. La valeur totale des activités facilitées par EDC en 2018 s'élève à 104,6 milliards de dollars. Rapport annuel 2018 – Indicateurs de rendement clés, pages 1-2, Faits saillants par région, pages 4-5; ainsi que sur notre site Web : Nos solutions . De plus, l'information financière de la Société est publiée dans ce même Rapport annuel 2018 , voir Aperçu des résultats financiers, page74.	
	102-8 Informations concernant les employés et les autres travailleurs	Effectif total : 1 561 (inclut tous les employés permanents actifs, en congé payé ou en congé sans solde).	

NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION
GRI 102: Éléments généraux d'information 2016 (suite)			
PROFIL DE L'ORGANISATION (suite)	102-9 Chaîne d'approvisionnement	La chaîne d'approvisionnement d'EDC est simple et caractéristique d'un bureau d'affaires (approvisionnement en services professionnels, fournitures de bureau, équipement, mobilier, etc.).	
	102-10 Modifications significatives de l'organisation et de sa chaîne d'approvisionnement	Aucun changement à signaler. L' index de la GRI est un document distinct qui peut être téléchargé depuis le microsite du Rapport annuel 2018 .	
	102-11 Principe de précaution ou approche préventive	Rapport annuel 2018 – Gestion des risques, page 16; Technologies propres, page 34; Environnement et population, page 52, voir Changement climatiques, et Droits de la personne, page 53.	
	102-12 Initiatives externes	La liste des lois habilitantes, accords, conventions, adhésions et politiques peut être téléchargé depuis le microsite du Rapport annuel 2018 .	
	102-13 Adhésion à des associations	La liste des lois habilitantes, accords, conventions, adhésions et politiques peut être téléchargé depuis le microsite du Rapport annuel 2018 .	
STRATÉGIE	102-14 Déclaration du décideur le plus haut placé	Rapport annuel 2018 – Message de la présidente du Conseil d'administration, pages 6-7 ainsi que le Message de la présidente et chef de la direction, pages 8-9. Résumé du Plan d'entreprise 2018-2022 , Responsabilité sociale des entreprises, voir pages 43, 44, et 45 (Lutte contre la corruption et les pots-de-vin, Gestion des risques environnementaux et sociaux, ainsi que Soutien à la lutte aux changements climatiques).	
	102-15 Principaux impacts, risques et opportunités	En tant que société d'État, EDC doit rendre des comptes à de nombreuses parties prenantes, y compris au gouvernement et aux citoyens canadiens. EDC est le seul organisme de crédit à l'exportation et l'unique institution financière nord-américaine à siéger au Comité directeur de l'Association des Principes de l'Équateur. Par ailleurs, EDC préside le groupe de spécialistes de l'environnement de l'OCDE. Forte de ces deux nominations, EDC est à même de participer au débat international sur le traitement des risques environnementaux et sociaux en commerce international. À mesure que la réflexion s'enrichira, nous adapterons nos pratiques et nos méthodes aux normes internationales. Pour EDC, la RSE repose sur quatre piliers : l'environnement et personnes, l'intégrité des entreprises, notre lieu de travail et nos collectivités. Rapport annuel 2018 – Vision et cadre de RSE, page 48; Contexte commercial, voir Défis et Occasions d'affaires, page 13. Résumé du Plan d'entreprise 2018-2022 : Responsabilité sociale des entreprises, voir pages 43-45; Moyens employés pour atteindre nos objectifs pages 46-49; ainsi que la Fiche de performance, page 52 (Ratio de productivité). Site Web d'EDC ; voir <i>Comité de la vérification du Conseil d'administration</i> .	
ÉTHIQUE ET INTÉGRITÉ	102-16 Valeurs, principes, normes et règles de conduite	Site Web d'EDC – Intégrité des entreprises; Rapport annuel 2018 – Intégrité commerciale, page 51; Vision et cadre de RSE, page 48; Gestion des risques, page 15.	
	102-17 Mécanismes de conseil et de gestion des préoccupations concernant les questions éthiques	Mécanismes externes – Site Web d'EDC : Agent chargé de la conformité; Code de conduite , voir Au service de notre réputation, pages 25-27, Protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles – Gouvernement du Canada; Guide de bonnes pratiques pour les contrôles internes, la déontologie et la conformité de l'OCDE. Mécanismes internes – Les employés doivent adhérer au Code de conduite et se conformer à la Politique sur la divulgation d'actes répréhensibles. Ils peuvent aussi consulter le site Web d'EDC - Agent chargé de la conformité .	

NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION
GRI 102: Éléments généraux d'information 2016 (suite)			
GOVERNANCE	102-18 Structure de gouvernance	<p>Le Conseil supervise l'orientation générale d'EDC en matière de RSE. Le diagramme suivant illustre le rôle de la direction et la répartition des responsabilités à cet égard.</p> <p>En 2018, le Conseil a reçu chaque trimestre de l'information à jour sur les transactions évaluées en vertu de la Directive en matière d'évaluation environnementale et sur les principaux projets de l'équipe de la RSE. En outre, les questions importantes ou liées à des enjeux émergents sont régulièrement portées à l'attention du Conseil afin qu'il en prenne connaissance et en discute. L'un de ses membres siège toujours au Conseil consultatif sur la responsabilité et durabilité des entreprises afin de participer aux discussions au nom du Conseil.</p> <p>Site Web d'EDC – voir Conseil d'administration, Comité de la vérification du Conseil d'administration.</p>	
	102-19 Délégation de l'autorité	<p>Le Comité de la vérification aide le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités relatives aux questions financières, à l'éthique commerciale, à l'évaluation environnementale et au Programme de l'agent chargé de la conformité.</p> <p>Le Comité de la gestion des risques est, quant à lui, chargé de l'examen et de la recommandation des transactions qui nécessitent l'approbation du Conseil, ainsi que de la surveillance de la conformité avec la Directive en matière d'évaluation environnementale. Site Web d'EDC – voir Comité de la vérification du Conseil d'administration.</p> <p>Rapport annuel 2018 – La Gouvernance à EDC, page 61; Mandat des comités, page 64, voir Le Comité de la nomination et de la gouvernance ainsi que le Comité de la gestion des risques.</p>	
	102-20 Responsabilité de la direction en lien avec les enjeux économiques, environnementaux et sociaux	<p>Site Web d'EDC – Gestion et gouvernance;</p> <p>Rapport annuel 2018 – La gouvernance à EDC, page 61, Équipe de la haute direction, pages 70-71.</p>	
	102-21 Consultation des parties prenantes au sujet des enjeux économiques, environnementaux et sociaux	<p>Site Web d'EDC – Gestion et gouvernance, voir Conseil consultatif sur la responsabilité et durabilité des entreprises, Agent chargé de la conformité; ainsi que le Panel consultatif sur l'industrie. Rapport annuel 2018 – Mobilisation des parties prenantes, pages 49-50; Notre vision et notre stratégie, page 12.</p>	
	102-22 Composition de l'organe de gouvernance le plus élevé et de ses comités	<p>Tous les administrateurs sont indépendants et ne sont pas membres de la haute direction, à l'exception de la présidente et chef de la direction. Conseil d'administration : six femmes et six hommes et membres de l'Équipe de la haute direction, trois femmes, six hommes. Rapport annuel 2018 – voir La Gouvernance à EDC, pages 67-71.</p>	
	102-23 Présidence de l'organe de gouvernance le plus élevé	<p>La présidente du Conseil d'administration n'est pas membre de la haute direction.</p> <p>Site Web d'EDC – Gestion et gouvernance, voir Conseil d'administration; Rapport annuel 2018 – La gouvernance à EDC, page 61.</p>	
	102-24 Nomination et sélection des membres l'organe de gouvernance le plus élevé	<p>Les membres du Conseil sont nommés par le gouvernement du Canada et relèvent du Parlement.</p> <p>Rapport annuel 2018 – La gouvernance à EDC, pages 61-65, voir Gérance du conseil, Responsabilités et fonctionnement ainsi que Mandat des comités.</p>	
	102-25 Conflits d'intérêts	<p>Site Web d'EDC – Agent chargé de la conformité; Code de conduite d'EDC, voir pages 8 -15 (<i>Au service d'une relation de confiance avec nos clients et les autres parties prenantes</i>). Rapport annuel 2018 – Intégrité commerciale, page 51.</p>	
	102-26 Rôle de l'organe de gouvernance le plus élevé dans la définition de l'objet social, des valeurs et de la stratégie	<p>Rapport annuel 2018 – Vision et cadre de RSE, page 48; La gouvernance à EDC – voir Mandat des comités, page 64</p> <p>Site Web d'EDC – Gestion et gouvernance, voir Comité de la vérification du Conseil d'administration.</p>	

NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION
GRI 102: Éléments généraux d'information 2016 (suite)			
GOUVERNANCE (suite)	102-27 Connaissance partagée de l'organe de gouvernance le plus élevé	<p>Le Conseil d'administration d'EDC est composé de professionnels chevronnés des domaines des affaires, de la finance, des technologies, de l'investissement, des politiques et de la gestion des risques. Ses membres ont une connaissance intime et une profonde compréhension de divers secteurs, dont les services financiers, la finance, les services juridiques, l'agriculture, la pêche, l'exploitation minière, l'énergie, la fabrication et les transports. Leur bagage d'expérience collectif est mis à profit pour guider l'orientation opérationnelle de la Société.</p> <p>Rapport annuel 2018 – La Gouvernance à EDC, voir Communication avec les parties prenantes, page 63.</p>	
	102-28 Évaluation de la performance de l'organe gouvernance le plus élevé	<p>a. L'auditeur d'EDC est le vérificateur général du Canada. Il procède à des examens spéciaux et à des audits annuels des états financiers, et vérifie la mise en œuvre de la Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale d'EDC. Les résultats des vérifications environnementales confirment la solidité des pratiques d'EDC en matière d'examen des volets environnemental et social.</p> <p>Chaque année, le Groupe de la vérification interne d'EDC effectue des audits selon un plan d'audit axé sur les risques et approuvé par le Comité de la vérification du Conseil d'administration d'EDC. Chaque audit donne lieu à la production d'un rapport incluant une opinion sur les contrôles internes connexes, un résumé des constatations ainsi que des recommandations. Site Web d'EDC – voir Vérifications internes.</p> <p>b. Rapport annuel 2018 – Examen législatif 2018, page 14 - le Conseil a participé aux entrevues du Bureau du vérificateur général du Canada (BVG), qui procède à un examen spécial au moins une fois tous les dix ans.</p> <p>c. Cette évaluation est menée par le gouvernement du Canada (l'actionnaire d'EDC).</p> <p>d. Rapport annuel 2018 – Gestion des risques, pages 15 et 22.</p>	
	102-29 Identification et gestion des impacts économiques, environnementaux et sociaux	<p>a. EDC est dirigé par un Conseil d'administration composé principalement de représentants du secteur privé. Le Conseil a pour mandat de superviser la direction et la gestion d'EDC de même que l'orientation stratégique décrite dans le Résumé du plan d'entreprise (voir Appendice 1, page 82). Les membres du Conseil sont nommés par le gouvernement du Canada et relèvent du Parlement par l'intermédiaire du ministre du Commerce international. Rapport annuel 2018 – La gouvernance à EDC, voir Gérance du Conseil.</p> <p>b. Le Conseil d'administration d'EDC approuve la Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux, la Directive en matière d'évaluation, la Politique sur les conventions comptables et le Manuel de la Politique sur la gestion des risques et des capitaux. Site Web d'EDC, voir Conseil d'administration ainsi que le Rapport annuel 2018 – Mobilisation des parties prenantes, page 50.</p>	
	102-30 Efficacité des procédures de gestion des risques	<p>Le Comité de la vérification et le Comité de la gestion des risques sont composés d'administrateurs indépendants de la direction d'EDC. Ils aident le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités touchant les questions financières, l'éthique commerciale, l'évaluation environnementale et notre Programme de l'agent chargé de la conformité. Le Comité de la vérification tient régulièrement des réunions indépendantes avec les représentants du Bureau du vérificateur général et avec les vérificateurs internes de la Société. Rapport annuel 2018 – Gestion de risques, pages 15 et 22; La Gouvernance à EDC, Mandat des comités, page 64.</p>	

NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION
GRI 102: Éléments généraux d'information 2016 (suite)			
GOUVERNANCE (suite)	102-31 Examen des enjeux économiques, environnementaux et sociaux	Le gouvernement du Canada mène un examen législatif tous les dix ans pour s'assurer que le mandat d'EDC et la <i>Loi sur le développement des exportations</i> répondent aux besoins changeants des exportateurs et des investisseurs canadiens. L'examen 2018 est en cours. Rapport annuel 2018 – Examen législatif 2018, page 14. De plus, la <i>Loi sur le développement des exportations</i> confère au vérificateur général du Canada le mandat de procéder à une vérification de la conception et de l'application de la Directive en matière d'évaluation environnementale au moins à tous les cinq ans. Depuis la présentation du dernier rapport en 2014, nous avons mis en œuvre les recommandations formulées. En 2018, le Bureau du vérificateur général du Canada a amorcé une nouvelle vérification, dont les résultats seront connus en 2019. EDC a poursuivi la transformation de ses pratiques de RSE en faisant un examen public de ses politiques de gestion des risques environnementaux et sociaux. Les commentaires reçus dans le cadre de cet examen orienteront l'établissement des futures politiques d'EDC.	
	102-32 Rôle de l'organe de gouvernance le plus élevé dans le reporting de développement durable	La section sur la RSE du Rapport annuel est approuvée par la première vice-présidente, Affaires générales.	
	102-33 Communication des préoccupations	L'agent chargé de la conformité et de l'éthique veille à la transparence et la responsabilisation d'EDC en matière de divulgation. Site Web d'EDC – Agent chargé de la conformité .	
	102-36 Procédure de détermination de la rémunération	La rémunération est évaluée au regard des normes de notre secteur. Rapport annuel 2018 – La Gouvernance à EDC, Mandat des comités, page 64 – Le Comité des ressources humaines aide le Conseil relativement à la planification stratégique des ressources humaines et approuve le Plan de la relève de la direction, la rémunération des employés et des cadres supérieurs ainsi que les indicateurs et cibles du programme de rémunération au rendement. Il fixe les objectifs et guide le Conseil dans l'évaluation du rendement du président, en plus de surveiller la structure, la stratégie de placement et le rendement des régimes de retraite des employés.	
	102-37 Implication des parties prenantes dans la rémunération	Le Comité des ressources humaines examine la rémunération des employés et des cadres supérieurs ainsi que les indicateurs et les cibles du programme de rémunération au rendement. Rapport annuel 2018 – voir Mandat des comités, Comité des ressources humaines, page 64.	Sans objet : Résultats des votes sur les politiques et les propositions de rémunération. Les employés d'EDC n'étant pas syndiqués, aucun vote n'est tenu sur la rémunération.
	102-39 Pourcentage d'augmentation du ratio rémunération totale annuelle	EDC mène la plupart de ses activités au Canada. La fourchette de rémunération du président et chef de la direction d'EDC est divulguée sur cette page , et ici (utiliser la fonction de recherche – Exportation et développement Canada).	

NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION
GRI 102: Éléments généraux d'information 2016 (suite)			
IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES	102-40 Liste des groupes de parties prenantes	Rapport annuel 2018 – Mobilisation des parties prenantes, pages 49-50. Site Web d'EDC – voir Mobilisations des parties intéressées, Panel consultatif sur l'industrie ainsi que Panel consultatifs d'EDC sur l'industrie 2017.	
	102-41 Accords de négociation collective	Les employés d'EDC ne sont pas couverts par une convention collective.	
	102-42 Identification et sélection des parties prenantes	Nos parties intéressées représentent des organisations ou des personnes reconnues qui influencent les activités d'EDC ou qui sont touchées par celles-ci. En tant que société d'État, notre actionnaire, le gouvernement du Canada, fait partie des principales parties prenantes. Nos clients influencent nos prises de décisions concernant les produits et les services que nous offrons, ainsi que la façon dont nous exerçons nos activités. Par ailleurs, notre Conseil consultatif sur la responsabilité et durabilité des entreprises et le Panel consultatif sur l'industrie sont formés de chefs d'entreprises, d'universitaires et de membres de la société civile aptes à conseiller EDC sur ses stratégies en matière de RSE et à examiner les questions de grande importance pour les exportateurs canadiens (gestion de la main d'œuvre, attraction d'investissement étranger) tout en guidant EDC dans ses pratiques de RSE. Rapport annuel 2018 – Mobilisation des parties prenantes, page 49 ainsi que l'Importance relative de 2017 . Site Web d'EDC – voir Mobilisation des parties intéressées, et Panel consultatif sur l'industrie.	
	102-43 Approche de l'implication des parties prenantes	EDC s'efforce constamment de mobiliser ses parties prenantes. Régulièrement, EDC fait appel à deux organisations externes. Composé de neuf personnes réputées qui se rencontrent deux fois par an, le Conseil consultatif sur la responsabilité et durabilité des entreprises a été créé pour fournir de la rétroaction et des conseils afin d'aider EDC à utiliser les meilleures pratiques en matière de RSE. Un membre du Conseil d'administration assiste régulièrement aux rencontres à titre de participant. Le Panel consultatif sur l'industrie, dont les membres sont issus des principales associations industrielles du pays, se réunit une fois par an pour discuter des priorités d'intérêt commun, des questions de concurrence et de l'évolution des marchés. Ce panel est un outil qui nous aide à comprendre les préoccupations de nos clients. Rapport annuel 2018 – Mobilisation des parties prenantes, page 49; Indicateurs de rendement clés, page 2, voir Indicateurs liés à la clientèle.	
	102-44 Enjeux et préoccupations majeurs soulevés	Rapport annuel 2018 – Mobilisation des parties prenantes, pages 49-50	
	102-45 Entités incluses dans les états financiers consolidés	Tous les états financiers sont rendus publics dans le Rapport annuel d'EDC 2018 – États financiers consolidés, page 110.	
PRATIQUE DE REPORTING	102-46 Définition du contenu du rapport et des périmètres de l'enjeu	Rapport annuel 2018 – À propos du présent rapport, page 5; Rapport annuel 2017 – voir Importance relative -	
	102-47 Liste des enjeux pertinents	L'index du contenu de la GRI couvre les éléments jugés importants par nos parties prenantes et notre actionnaire, comme l'indique la matrice de l'importance relative ci-dessous. Ce faisant, les priorités d'EDC s'accordent avec les thèmes suivants de la GRI. Rapport annuel 2018 – À propos du présent rapport, page 5, voir Normes de la Global Reporting Initiative.	

PRIORITÉS D'EDC	THÈMES DE LA GRI
Perfectionnement des pratiques de RSE des clients	Engagement des parties prenantes
Lutte contre la corruption	Anti-corruption
Diversité et inclusion	Diversité et égalité des chances, non-discrimination
Contrôle préalable des volets environnemental et social	Évaluation des droits de l'homme, Portefeuille de produits
Sensibilisation – des employés et des clients – aux pratiques exemplaires internationales	Formation et éducation
Engagement du personnel	Emploi, formation et éducation
Santé et bien-être des employés	Emploi, Santé et sécurité au travail
Gouvernance de la haute direction et du Conseil	Gouvernance
Accès au financement et inclusion financière	Impacts économiques indirects significatifs, Communautés locales
Droits de la personne	Évaluations des droits de l'homme
Empreinte opérationnelle	Énergie, Émissions, Effluents et déchets
Produits, services et innovation	Engagement des parties prenantes
Investissement responsable	Portefeuille de produits
Financement responsable	Portefeuille de produits
Lutte contre les changements climatiques	Performance économique
Communication transparente	Audit

NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION
GRI 102: Éléments généraux d'information 2016 (suite)			
PRATIQUE DE REPORTING (suite)	102-48 Réaffirmations des informations	Aucun changement à déclarer.	
	102-49 Modifications relatives au reporting	Le Rapport annuel 2018 est le tout premier rapport annuel intégré d'EDC.	
	102-50 Période de reporting	Rapport annuel; le rapport couvre l'année civile 2018 Rapport annuel 2018 – À propos du présent rapport, page 5	
	102-51 Date du rapport le plus récent	Rapport annuel; le dernier rapport publié couvrirait l'année civile 2017 et est accessible en ligne .	
	102-52 Cycle de reporting	Chaque année	

NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION
GRI 102: Éléments généraux d'information 2016 (suite)			
PRATIQUE DE REPORTING (suite)	102-53 Point de contact pour les questions relatives au rapport	Rapport annuel 2018 – À propos du présent rapport, voir Rétroaction, page 5.	
	102-54 Déclarations de reporting en conformité avec les normes GRI	Ce rapport a été préparé en conformité avec les normes GRI : option de conformité essentielle. Rapport annuel 2018 , À propos du présent rapport, voir Normes de la Global Reporting Initiative, page 5	
	102-55 Index du contenu GRI	L' index de la GRI est un document distinct qui peut être téléchargé depuis le microsite du Rapport annuel 2018 .	
	102-56 Vérification externe	Rapport annuel 2018 – À propos du présent rapport, voir Validation de la composante de RSE, page 5. Une vérification limitée a été effectuée. Le vice-président, Responsabilité et durabilité des entreprises, est responsable de l'approbation de la Déclaration de validation. EDC ne s'est dotée d'aucune politique relativement à la validation de ses données de RSE. Le vérificateur général du gouvernement du Canada effectue un audit indépendant selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada, voir le Rapport de l'auditeur indépendant, page 112.	

NORMES SPÉCIFIQUES À UN ENJEU				
NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION	VALIDATION
ENJEUX ÉCONOMIQUES (200)				
PERFORMANCE ÉCONOMIQUE 2016				
GRI 103 : Approche managériale 2016 FS	103-1 Explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre	EDC est l'organisme de crédit à l'exportation du Canada. Son mandat est de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada en aidant les entreprises canadiennes à profiter des débouchés offerts sur le marché international. Résumé du Plan d'entreprise 2018-2022 , Perspectives canadiennes, page 9 Rapport annuel 2018 – À propos d'EDC, page 1 et Nos collectivités, page 58		
	103-2 L'approche managériale et ses composantes	Pour remplir notre mandat, nous créons des solutions financières qui font rayonner les capacités et le savoir-faire des entreprises canadiennes sur la scène internationale – en les mettant directement en contact avec des acheteurs étrangers et des chaînes d'approvisionnement mondiales – et qui génèrent en retour des retombées pour le Canada, ce qui contribue à la santé de l'économie et à la qualité de vie des Canadiens. Nos solutions répondent aussi bien aux besoins des grandes entreprises exerçant leurs activités partout dans le monde qu'à ceux des petites et moyennes entreprises. Nous appuyons aussi l'investissement direct canadien à l'étranger et les investissements au Canada. Nos activités sont en grande partie réalisées en partenariat avec d'autres institutions financières et en collaboration avec le Service des délégués commerciaux et d'autres organismes du gouvernement du Canada. Rapport annuel 2018 – Nos collectivités, page 58		
	103-3 Évaluation de l'approche managériale	Nous mesurons l'efficacité de notre programme d'investissement dans la collectivité au moyen des taux de participation des employés, des commentaires de ceux qui participent à des initiatives particulières et dans le cadre d'examen périodiques stratégiques du programme. Les états financiers consolidés présentés dans le Rapport annuel 2018 ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financières (IFRS) qui sont pertinentes. Le Conseil d'administration d'EDC est responsable de la gestion de nos opérations et activités et doit notamment veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités en ce qui concerne les rapports financiers et les contrôles. Internes. Il confie cette tâche au Comité de la vérification du Conseil, composé d'administrateurs qui ne sont pas des employés d'EDC. Les membres de ce Comité rencontrent régulièrement les membres de la direction, les auditeurs internes et les représentants du vérificateur général du Canada. Rapport annuel 2018 – Faits saillants par secteurs et marchés, page 2, ainsi que l'Aperçu des résultats financiers, page 74.		

NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION	VALIDATION
PERFORMANCE ÉCONOMIQUE 2016 (suite)				
GRI 201 : PERFORMANCE ÉCONOMIQUE 2016	201-1 Valeur économique directe générée et distribuée	<p>Chaque jour, nous aidons des entreprises actives sur des marchés et dans des secteurs qui comportent des risques environnementaux et sociaux. C'est pourquoi nous estimons qu'il est primordial d'avoir des procédures solides pour aider nos clients non seulement à reconnaître ces risques, mais aussi à trouver des moyens de les éviter dans la mesure du possible, puis à réduire leur incidence sur l'environnement et les communautés locales.</p> <p>Rapport annuel 2018 – États financiers consolidés, page 110, Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 119 et le Message du premier vice-président, Finances et chef de la direction financière : Responsabilité à l'égard de l'information financière, page 111. Nos collectivités, page 58, ainsi que, Indicateurs de rendement clés, page 2; Performance par rapport aux objectifs, et Indicateurs liés à la RSE, page 16.</p> <p>La répartition de nos dons entre les différentes catégories de bénéficiaires va comme suit : 45,5 % aux enfants et aux jeunes, 18,2 % aux collectivités en général, 9,1 % aux personnes handicapées, 18,2 % aux personnes à faible revenu, 9,1 % aux femmes.</p>	Sans objet : 201-2 - Les coûts réels découlant des activités de facilitation des dons et du bénévolat de nos employés et de la gestion du programme d'investissement dans la collectivité ainsi que les frais d'administration non salariaux ne sont pas disponibles. À EDC, les frais de gestion de notre investissement dans la collectivité ne sont pas importants et ne sont donc pas calculés.	
	201-2 Implications financières et autres risques et opportunités dus au changement climatique	Rapport annuel 2018 – Gestion des risques, page 15; Environnement et population, pages 52-53; Site Web d'EDC : Politique sur les changements climatiques .		
	201-3 Obligations liées au régime à prestations déterminées et autres régimes de retraite	EDC offre un régime de retraite à prestations déterminées, un régime à cotisations déterminées et d'autres régimes d'avantages complémentaires de retraite - Rapport annuel 2018 – États financiers consolidés, voir Régimes de prestations de retraite, pages 168-169.		
	201-4 Aide financière publique	EDC ne reçoit aucune aide financière du gouvernement. Rapport annuel 2018 – À propos d'EDC, page 1.		

NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION	VALIDATION
IMPACTS ÉCONOMIQUES INDIRECTS 2016				
GRI 103 : Approche managériale 2016	103-1 Explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre	Notre mandat est d'aider les entreprises canadiennes à l'étranger. Nous appuyons aussi l'investissement direct canadien à l'étranger et les investissements au Canada. Rapport annuel 2018 – À propos d'EDC, page 1 et Nos collectivités, page 58.		
	103-2 L'approche managériale et ses composantes	Rapport annuel 2018 – Diversification du commerce, page 44; La gouvernance à EDC, voir Gestion des risques d'entreprise, page 61, Initiatives stratégiques, page 62 ainsi que Nos collectivités, pages 58-60.		
	103-3 Évaluation de l'approche managériale	Chaque jour, nous aidons des entreprises actives sur des marchés et dans des secteurs qui comportent des risques environnementaux et sociaux. C'est pourquoi nous estimons qu'il est primordial d'avoir des procédures solides pour aider nos clients non seulement à reconnaître ces risques, mais aussi à trouver des moyens de les éviter dans la mesure du possible, puis à réduire leur incidence sur l'environnement et les communautés locales. Site Web d'EDC – À propos de nous , voir Retombées pour le Canada et sous Plus d'info, Fiche de performance relative aux retombées pour le Canada en 2018 . Rapport annuel 2018 – Faits saillants par région, pages 4-5; Notre milieu de travail, voir Engagement du personnel, page 57		
GRI 203 : IMPACTS ÉCONOMIQUES INDIRECTS 2016	203-2 Impacts économiques indirects significatifs	Site Web – À propos de nous , voir Retombées pour le Canada et sous Plus d'info, Fiche de performance relative aux retombées pour le Canada 2018 . Rapport annuel 2018 – Faits saillants par région, pages 4-5; Nos collectivités, voir Donner, Outiller et Former, pages 58-60; États financiers consolidés, page 110, Notes afférentes aux états financiers consolidés, page 119; Changement de normes comptables, page 102; Responsabilité à l'égard de l'information financière, page 111.		

NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION	VALIDATION
LUTTE CONTRE LA CORRUPTION 2016				
GRI 103: Approche managériale 2016	103-1 Explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre	La corruption est une pratique anticoncurrentielle qui altère la nature fondamentale de la concurrence dans le commerce international. Nous faisons donc tout en notre pouvoir pour la détecter et éviter d'appuyer les transactions entachées par des actes de corruption.		
	103-2 L'approche managériale et ses composantes	Toutes les transactions sont examinées pour le risque de corruption. En cas de doute, nous réalisons un contrôle préalable accru. Par ailleurs, nous aidons les entreprises à améliorer leur bilan et leur conformité en la matière. EDC est également assujettie à la <i>Loi sur la corruption d'agents publics étrangers</i> , à la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> , à la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> et à la <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i> . La liste des lois habilitantes, accords, conventions, adhésions et politiques peut être téléchargé depuis le microsite du Rapport annuel 2018 . Rapport annuel 2018 – Intégrité commerciale, voir Crimes financiers, page 51.		
	103-3 Évaluation de l'approche managériale	Site Web d'EDC , voir Programme de lutte contre la corruption et sous Plus d'info : Brochure sur la lutte contre la corruption et Lignes directrices sur la lutte contre la corruption .		
GRI 205 : LUTTE CONTRE LA CORRUPTION 2016	205-1 Activités évaluées en termes de risque lié à la corruption	177 transactions ont fait l'objet d'un contrôle préalable accru en matière de lutte contre la corruption et de violation des sanctions. Rapport annuel 2018 – Intégrité commerciale, voir Crimes financiers, page 51 Site Web d'EDC : Programme de lutte contre la corruption .		Oui, voir le Rapport annuel 2018, Déclaration de validation
	205-2 Communication et formation relatives aux politiques et procédures de lutte contre la corruption	EDC a adopté une politique de tolérance zéro envers les affaires acquises du fait d'un acte de corruption. Rapport annuel 2018 – Intégrité commerciale, voir Crimes financiers, page 51; La gouvernance à EDC, voir Responsabilité sociale des entreprises et culture de conduite éthique, page 62; Performance par rapport aux objectifs, Indicateurs liés à la RSE, voir Intégrité commerciale, page 16		

ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX (300)				
NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION	VALIDATION
ÉNERGIE 2016				
GRI 103 : Approche managériale 2016	103-1 Explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre	Nous considérons les incidences de nos activités sur l'environnement et avons pris des mesures pour remédier aux facteurs contribuant à notre empreinte opérationnelle – qui fait l'objet d'une divulgation publique. Les données portent sur la consommation d'électricité, d'eau, de gaz naturel et de papier ainsi que le kilométrage parcouru dans le cadre de nos voyages d'affaires. La Société a converti ces données en émissions équivalentes de gaz à effet de serre (CO2) en s'appuyant sur les lignes directrices de l'initiative du Greenhouse Gas Protocol . Les données relatives à notre empreinte opérationnelle ne concernent que notre siège social, à Ottawa, où se trouve plus de 90 pour cent de nos installations (en superficie). Site Web d'EDC – La politique sur les changements climatiques , voir Engagements, page 2.		
	103-2 L'approche managériale et ses composantes	Site Web d'EDC – La politique sur les changements climatiques , voir Engagements, page 2. Rapport annuel 2018 – Environnement et population, pages 52-53. En tant que fournisseurs de services financiers, nos principaux effets sur l'environnement sont liés à la consommation de papier, d'énergie et d'eau ou aux voyages d'affaires. Nous avons travaillé assidûment au cours des dernières années pour améliorer chacun de ces aspects et réduire notre empreinte opérationnelle globale. Nous faisons le suivi des résultats et les affichons sur notre site Web , en utilisant la même méthodologie que nos clients. Pour ce qui est des employés, notre Équipe verte, formée de bénévoles passionnés, s'affaire à promouvoir et à mettre en œuvre ses pratiques écologiques en plus de nombreuses initiatives « vertes » non officielles menées par des employés. L'Équipe verte se réunit mensuellement et collabore étroitement avec les parties prenantes internes, notamment l'Équipe de la RSE, les Installations, l'Approvisionnement, les Services de restauration et des voyages et d'autres décideurs internes qui ont une influence sur notre empreinte opérationnelle. L'Équipe compte également Manuvie, le propriétaire du bâtiment de notre siège social, parmi ses partenaires. Avec la participation de ces parties prenantes, l'Équipe verte aide à synthétiser et à communiquer l'information importante issue de la vérification de la gestion des déchets trimestrielle, puis s'emploie à établir des objectifs et à mettre en œuvre des initiatives pour réduire notre empreinte. Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux , voir « 4. Changements climatiques et empreinte environnementale » (6e page).		
	103-3 Évaluation de l'approche managériale	Les résultats publiés depuis notre premier rapport, en 2008, révèlent que les initiatives visant la réduction, la réutilisation et le recyclage des ressources ont porté leurs fruits. Ces initiatives ont été menées par l'Équipe verte d'EDC, un groupe d'intervention transorganisationnel composé d'employés volontaires qui favorise l'éclosion d'idées nouvelles. Nous avons déjà entrepris certaines initiatives environnementales à la lumière des recommandations de ce groupe. Nous nous sommes officiellement engagés à protéger l'environnement et à atténuer l'incidence négative de nos activités par l'entremise de notre équipe de la RSE, qui est dirigée par le vice-président, Responsabilité et durabilité des entreprises. Nous nous sommes aussi engagés à réduire notre empreinte opérationnelle en investissant dans des immeubles certifiés LEED et en créant de rigoureux programmes de recyclage et de compostage.		

NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION	VALIDATION
ÉNERGIE 2016 (suite)				
GRI 302 : ÉNERGIE 2016	302-4 Réduction de la consommation énergétique	Nous avons diminué notre consommation d'électricité, qui est passée de 8 519 991 kWh en 2017 à 7 817 317 kWh en 2018, soit une réduction de 702 674 kWh (2,53 J). La consommation de gaz naturel a baissé de 105 m3 depuis 2017, grâce aux efforts du locateur pour mieux contrôler l'utilisation des systèmes de chauffage et de climatisation dans tout le bâtiment. Composante de l'empreinte carbone fondée sur l'électricité achetée, selon les critères du GHG Protocol du World Resources Institute, version 4.7 (révisé en mai 2015). Site Web d'EDC : Empreinte opérationnelle		
ÉMISSIONS 2016				
GRI 103 : Approche managériale 2016	103-1 Explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre	Voir Énergie (Approche managériale 302 – 103-1)		
	103-2 L'approche managériale et ses composantes	Voir Énergie (Approche managériale 302 – 103-2)		
	103-3 Évaluation de l'approche managériale	Voir Énergie (Approche managériale 302 – 103-3) et 102-29 b ci-haut Rapport annuel 2018 – Environnement et population, pages 52-53 ainsi que, Appui aux recommandations du TCFD en 2018, page 55. Le rapport du TCFD du Financial Stability Board orientera de façon importante nos activités dans cette sphère. Rapport annuel 2018 – Environnement et population, voir Changements climatiques, page 52.		
GRI 302 : ÉMISSIONS 2016	305-3 Autres émissions indirectes de GES (champ d'application 3)	Site Web d'EDC : Empreinte opérationnelle Les émissions de GES liées aux voyages d'affaires (avion et véhicule) sont comptabilisées.		
	305-5 Réduction des émissions de GES	Site Web d'EDC : Empreinte opérationnelle		

NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION	VALIDATION
EFFLUENTS ET DÉCHETS 2016				
GRI 103 : Approche managériale 2016	103-1 Explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre	L'urgence d'agir pour notre planète se faisant de plus en plus sentir, nous sommes résolus à participer à la protection de l'environnement et de notre qualité de vie. Bien que nos activités commerciales – notamment nos processus de contrôle préalable des volets environnemental et social, et nos initiatives de lutte contre les changements climatiques – aient une incidence positive plus marquée sur la réduction des émissions de carbone et la protection de l'environnement, nous croyons qu'il est aussi important de nous attacher à réduire notre propre empreinte opérationnelle.		
	103-2 L'approche managériale et ses composantes	En tant que fournisseurs de services financiers, nos principaux effets sur l'environnement sont liés à la consommation de papier, d'énergie et d'eau ou aux voyages d'affaires. Nous avons travaillé assidûment au cours des dernières années pour améliorer chacun de ces aspects et réduire notre empreinte opérationnelle globale. Nous faisons le suivi des résultats et les affichons sur notre site Web, en utilisant la même méthodologie que nos clients. Nous nous sommes officiellement engagés à protéger l'environnement et à atténuer l'incidence négative de nos activités par l'entremise de notre équipe de la RSE, qui est dirigée par le vice-président, Environnement et Responsabilités des entreprises. Nous nous sommes aussi engagés à réduire notre empreinte opérationnelle en investissant dans des immeubles certifiés LEED et en créant de rigoureux programmes de recyclage et de compostage. Pour ce qui est des employés, notre Équipe verte, formée de bénévoles passionnés, s'affaire à promouvoir et à mettre en œuvre ses pratiques écologiques en plus de nombreuses initiatives « vertes » non officielles menées par des employés. L'Équipe verte se réunit mensuellement et collabore étroitement avec les parties prenantes internes, notamment l'Équipe de la RSE, les Installations, l'Approvisionnement, les Services de restauration et des voyages et d'autres décideurs internes qui ont une influence sur notre empreinte opérationnelle. L'Équipe compte également Manuvie, le propriétaire du bâtiment de notre siège social, parmi ses partenaires. Avec la participation de ces parties prenantes, l'Équipe verte aide à synthétiser et à communiquer l'information importante issue de la vérification de la gestion des déchets trimestrielle, puis s'emploie à établir des objectifs et à mettre en œuvre des initiatives pour réduire notre empreinte.		
	103-3 Évaluation de l'approche managériale	Site Web d'EDC : Empreinte opérationnelle		
GRI 306 : EFFLUENTS ET DÉCHETS (2016)	306-2 Déchets par type et méthode d'élimination	Site Web d'EDC : Empreinte opérationnelle En 2018, EDC a poursuivi ces efforts en vue de réduire son empreinte opérationnelle. Par rapport à 2017, la Société a fait passer la quantité de déchets générés par chacun de ses employés de 105 kg à 93 kg. Afin de diminuer encore plus les déchets acheminés aux sites d'enfouissement, de nouvelles affiches pour le recyclage ont posées dans l'immeuble et un programme de gestion des déchets a vu le jour dans le but de doter chaque poste de travail et chaque salle de réunion de contenants pour les déchets, les articles recyclables et les matières compostables pendant l'année 2019. En outre, une ruche d'abeilles a été installée sur un toit du siège social grâce à l'accompagnement de la société Alvéole. Cette initiative a pour objectif d'augmenter la population d'abeilles, en fort déclin en raison de l'effet des changements climatiques, de l'utilisation généralisée des pesticides, de la perte d'habitat ainsi que de l'apparition de nouvelles maladies et de nouveaux parasites. La population de la ruche, qui était de 10 à 15 000 abeilles au moment de son installation, a atteint près de 50 000 abeilles à la fin 2018, ce qui a permis de produire 180 bocaux de miel par la suite vendus aux employés. Les fonds ainsi amassés ont été remis aux organismes soutenus par Centraide. EDC a collaboré avec le Service technologique La Relance, organisme de bienfaisance qui recueille, répare et remet à neuf les ordinateurs et le matériel informatique dans le cadre du programme fédéral Ordinateurs pour les écoles. Le matériel informatique qui lui est remis par différentes institutions publiques et privées est ensuite distribué aux écoles, aux bibliothèques, aux organismes sans but lucratif et aux centres de la petite enfance d'Ottawa et de Gatineau.		

ENJEUX SOCIAUX (400)					
NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES		OMISSION	VALIDATION
EMPLOI 2016					
GRI 103 : Approche managériale 2016	103-1 Explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre	Notre rôle est d'augmenter les capacités du Canada en matière de commerce international. Chaque année, EDC aide les entreprises canadiennes à réussir à l'étranger avec confiance. Notre réussite dépend de notre culture, qui favorise la diversité, récompense l'excellence et valorise l'évolution. EDC souscrit au principe d'équité en matière d'emploi et invite les femmes, les Autochtones, les personnes handicapées et les membres des groupes de minorités visibles à poser leur candidature. Rapport annuel 2018 – Notre milieu de travail, pages 56-57			
	103-2 L'approche managériale et ses composantes	Les fournisseurs d'EDC sont majoritairement canadiens. La Société engage des consultants externes qui peuvent travailler à domicile. Nous n'avons pas connaissance de personnes travaillant pour ces fournisseurs sans protection sociale et professionnelle, conformément aux lois du travail nationales ou internationales. Rapport annuel 2018 – Notre milieu de travail, page 56-57			
	103-3 Évaluation de l'approche managériale	Tous les deux ou trois ans, nous réalisons un vaste sondage sur l'engagement du personnel, qui nous aide à repérer les forces de l'organisation, les occasions d'amélioration et les questions prioritaires pour les employés. Les résultats sont ensuite analysés et évalués par rapport aux données de l'année précédente et à celles d'autres organisations. Les conclusions sont également transmises à l'ensemble des employés d'EDC, puis des plans d'action visant à répondre aux besoins particuliers sont mis en place. Le dernier sondage a eu lieu en 2017.			
GRI 401 : EMPLOI 2016	401-1 Recrutement de nouveaux employés et rotation du personnel	Le taux de maintien global a été de 90,9 % en 2018; les taux de roulement désagrégés par tranche d'âge, par sexe et par région ne sont pas disponibles.		Informations non-disponibles, 401-1 : Nombre total des nouveaux employés, taux de roulement pour la période de déclaration, ventilé par tranche d'âge, genre et région. Motif : les données ne sont pas comptabilisées selon ces critères. Mesures : nous travaillerons avec notre personnel des Ressources humaines pour comptabiliser ces informations pour l'année suivante.	

NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION	VALIDATION
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 2016				
GRI 103 : Approche managériale 2016	103-1 Explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre	EDC est déterminée à promouvoir la santé, y compris la santé mentale, et la sécurité de travail. Ce volet est encadré conjointement par le service des Ressources humaines et un ensemble de Comités de santé et de sécurité au travail établis dans les divers bureaux d'EDC.		
	103-2 L'approche managériale et ses composantes	L'engagement et le bien-être du personnel sont essentiels à l'atteinte de nos objectifs à long terme. Il est dans notre intérêt de soutenir nos employés, de répondre à leurs préoccupations, de communiquer ouvertement avec eux et de les faire participer à notre stratégie d'affaires et à la réalisation de nos objectifs afin qu'ils soient inspirés et outillés pour donner le meilleur d'eux-mêmes. EDC offre un Programme d'aide aux employés permettant à chacun d'obtenir du soutien en cas de problèmes liés à la santé ou au bien-être, à la carrière ou au milieu de travail, à la sécurité financière et aux épreuves importantes.		
	103-3 Évaluation de l'approche managériale	Rapport annuel 2018 – Notre milieu de travail, voir Engagement du personnel, page 57.		
GRI 403 : SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 2016	403-1 Représentation des travailleurs dans des comités de santé et sécurité officiels impliquant à la fois les travailleurs et la direction	EDC a formé deux comités de santé et de sécurité à son siège social ainsi que des comités parallèles dans chacun de ses bureaux au Canada. Le Comité de santé et de sécurité et le Comité de santé et de sécurité au travail sont composés de 25 employés et de quatre membres des Ressources humaines, ce qui représente 2 % de l'effectif. (EDC considère comme permanents les employés dont le statut est actif, en congé payé ou en congé sans solde.)		
FORMATION ET ÉDUCATION 2016				
GRI 103 : Approche managériale 2016	103-1 Explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre	La formation du personnel est dispensée selon un modèle d'apprentissage diversifié qui comprend une utilisation accrue de modules en ligne, une formation intégrée et non structurée, etc. Par conséquent, nous ne recensons plus le nombre de jours de formation par employé. Rapport annuel 2018 – Engagement du personnel, page 57		
	103-2 L'approche managériale et ses composantes	Si nous pouvons offrir des solutions avantageuses aux exportateurs et aux investisseurs canadiens de toutes tailles, c'est d'abord grâce aux connaissances et au savoir-faire de nos employés. Ainsi, la Société se doit d'offrir un milieu de travail attrayant et stimulant à un effectif talentueux et engagé pour demeurer reconnue comme un centre d'expertise en commerce international et en investissements à l'étranger et comme l'un des meilleurs employeurs du Canada. L'engagement d'EDC à cultiver et à valoriser une équipe de direction solide s'est avéré essentiel à l'aménagement d'un milieu de travail positif et productif. Site Web d'EDC – La vie à EDC, voir Développement professionnel		
	103-3 Évaluation de l'approche managériale	EDC croit en l'importance de préparer la prochaine génération de chefs d'entreprise canadiens en les encourageant à s'intéresser au commerce et aux marchés internationaux. Nous offrons d'ailleurs aux étudiants la possibilité de faire des stages, dans le cadre d'un programme coopératif ou de formation, ainsi qu'un programme de bourses d'études pour leur permettre de démarrer leur carrière en finances internationales du bon pied. Rapport annuel 2018 – Notre milieu de travail ainsi que Nos collectivités, pages 56-60		

NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION	VALIDATION
FORMATION ET ÉDUCATION 2016 (suite)				
GRI 404 : FORMATION ET ÉDUCATION 2016	404-1 Nombre moyen d'heures de formation par an par employé	L'engagement d'EDC à cultiver et à valoriser une équipe de direction solide s'est avéré essentiel à l'aménagement d'un milieu de travail positif et productif. Rapport annuel 2018 – Engagement du personnel, page 57	Informations non-disponibles, 404-1 : Nombre moyen d'heures de formation par an par employé. Motif : Dans le cadre du projet de modernisation de nos systèmes patrimoniaux, nous faisons évoluer nos programmes de formation vers un modèle « partout, en tout temps et à n'importe quel rythme ». La formation du personnel est dispensée selon un modèle d'apprentissage diversifié qui comprend une utilisation accrue de modules en ligne, une formation intégrée et non structurée, etc. Il n'est donc plus possible de recenser le nombre de jours de formation par employé.	

NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION	VALIDATION
DIVERSITÉ ET ÉGALITÉ DES CHANCES 2016				
GRI 103 : Approche managériale 2016	103-1 Explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre	Accroître la diversité ainsi que l'inclusion et œuvrer à une représentation paritaire en milieu de travail est plus qu'une pratique responsable : c'est une façon intelligente de faire des affaires, car ce genre d'initiative procure un avantage concurrentiel aux entreprises qui souscrivent à ces principes. En effet, d'innombrables études prouvent que la diversité et l'inclusion ont une incidence positive sur la prise de décisions, l'innovation et, ultimement, la performance financière.		
	103-2 L'approche managériale et ses composantes	Nous avons créé le Comité de la diversité et de l'inclusion, composé d'employés venant de secteurs variés et dirigé par un premier vice-président, qui a pour objectif de favoriser la diversité et l'inclusion, dont EDC a fait une priorité, et d'orienter ses initiatives en la matière. Site Web d'EDC – Une culture inclusive EDC offre une rémunération concurrentielle et des régimes complets d'avantages sociaux à ses employés et à leur famille, sans égard à leur sexe, leur race, leur religion ou leur orientation, voir le site Web d'EDC – La vie à EDC .		
	103-3 Évaluation de l'approche managériale	Nous mesurons les progrès accomplis en fonction des données sur la diversité des employés contenues dans le Rapport annuel sur l'équité en matière d'emploi, présenté dans le cadre du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada, et des résultats de l'analyse annuelle de l'effectif. Nous faisons également un suivi au moyen des résultats relatifs à l'engagement des employés et de la perception de la diversité et des conditions en milieu de travail, données recueillies dans le cadre de notre sondage biennal d'engagement des employés.		
GRI 405 : DIVERSITÉ ET ÉGALITÉ DES CHANCES 2016	405-1 Diversité des organes de gouvernance et des employés	Rapport annuel 2018 – Diversité et inclusion, page 56; La Gouvernance à EDC, pages 61-71; Site Web d'EDC , voir Conseil d'administration et Équipe de la haute direction. La proportion de femmes aux postes de direction a augmenté de 39 à 47 % entre 2015 et 2018 Pourcentage d'employés par catégorie de diversité : Autochtones 1,4 % Femmes 51 % Personnes handicapées 2,8 % Minorités visibles 19,2 %	Informations non-disponibles, 405-1 - Groupe d'âge des organes de gouvernance et d'employés par catégorie professionnelle : l'âge des employés est considéré comme une information confidentielle.	

NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION	VALIDATION
LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION 2016				
GRI 103 : Approche managériale 2016	103-1 Explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre	Voir Diversité et égalité des chances (Approche managériale 405, 103-1)		
	103-2 L'approche managériale et ses composantes	Voir -Diversité et égalité des chances (Approche managériale 405, 103-2)		
	103-3 Évaluation de l'approche managériale	Voir Diversité et égalité des chances (Approche managériale 405, 103-3)		
GRI 406 : LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION 2016	406-1 Cas de discrimination et mesures correctives prises	Aucun cas de discrimination n'a été signalé, ni cette année, ni les années précédentes.		
ÉVALUATION DES DROITS DE LA PERSONNE 2016				
GRI 103 : Approche managériale 2016	103-1 Explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre	<p>L'analyse des risques relatifs aux droits de la personne s'inscrit dans le cadre de la Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale et se base sur les Critères de performance en matière de durabilité environnementale et sociale de la Société financière internationale (IFC). Voir Évaluation et décision, page 7.</p> <p>Selon la <i>Loi sur le développement des exportations</i>, EDC doit mettre en œuvre une Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux, qui comprend une Directive en matière d'évaluation environnementale (ERD).</p>		
	103-2 L'approche managériale et ses composantes	<p>Les attentes de la société à l'égard du devoir des entreprises de respecter les droits de la personne ont radicalement évolué depuis l'instauration de normes comme les <i>Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme</i> de l'ONU, qui appuient l'opinion dominante. Nous revoyons et mettons constamment à jour nos procédures et processus afin qu'ils cadrent avec les pratiques exemplaires actuelles et tiennent compte des enjeux émergents. Nous collaborons également avec les entreprises canadiennes et veillons à ce qu'elles comprennent les responsabilités et les risques associés à l'exportation.</p> <p>La Déclaration d'EDC sur les droits de la personne confirme notre engagement envers la promotion et la protection des droits de la personne. Cette Déclaration, nos politiques internes, les Approches communes de l'OCDE, les Principes de l'Équateur et les Critères de performance de l'IFC guident nos pratiques en ce qui concerne l'évaluation des risques relatifs aux droits de la personne associés à nos activités.</p> <p>Rapport annuel 2018 – Environnement et population voir Droits de la personne, page 53</p> <p>Le Canada figure parmi les pays membres de l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE). Ce faisant, elle souscrit aux Approches communes de l'OCDE. Nous appliquons aussi les Principes de l'Équateur et avons fait des Critères de performance de l'IFC notre principale norme pour l'évaluation des incidences environnementales et sociales des projets dans les pays en développement. Nous examinons les transactions que nous facilitons afin de détecter les incidences potentielles sur les droits de la personne, notamment le travail des enfants.</p>		

NORMES GRI	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION	VALIDATION
ÉVALUATION DES DROITS DE LA PERSONNE 2016 (suite)				
GRI 103 : Approche managériale 2016 (suite)	103-3 Évaluation de l'approche managériale	Nous restons à l'affût des nouveautés en matière de droits de la personne et travaillons à aligner nos activités sur les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de la personne de l'ONU. Rapport annuel 2018 – Droits de la personne, page 53		
GRI 412 : ÉVALUATION DES DROITS DE L'HOMME 2016	412-2 Formation des employés sur les politiques ou procédures relatives aux droits de l'homme	De la formation sur les droits de la personne est dispensée aux équipes sectorielles tout au long de l'année dans le cadre du cursus général en RSE.	Informations non-disponibles, 412-2 Nombre total d'heures de formation consacrées aux politiques sur les droits de la personne et pourcentage des employés formés à ces politiques; Motifs : les données relatives au nombre total d'heures de formation des employés ne sont pas accessibles, car la formation liée aux droits de la personne est dispensée selon les besoins à tous les directeurs du financement.	
	412-3 Accords et contrats d'investissement importants incluant des clauses relatives aux droits de l'homme ou soumis à une vérification des antécédents en matière de respect des droits de l'homme	La liste des projets examinés et conclus en vertu de la Directive en matière d'évaluation environnementale d'EDC et des Principes de l'Équateur en 2018 est accessible sur notre site Web . La totalité (100 %) des transactions examinées conformément à la Directive en matière d'évaluation environnementale d'EDC ont fait l'objet d'une évaluation des risques liés aux droits de la personne. Nous accordons une grande valeur aux droits de la personne reconnus par la communauté internationale et favorisons leur protection, conformément aux politiques du gouvernement du Canada. Nos mécanismes de filtrage en matière de RSE, la signature de documents sur le contrôle préalable et la surveillance continue des projets contribuent à garantir que les compagnies canadiennes mènent leurs activités à l'étranger selon des normes universellement acceptables. Voir la Déclaration d'EDC sur les droits de la personne . EDC surveille chaque client pendant toute la durée de son appui afin de s'assurer du respect des conditions de la convention de prêt. Site Web d'EDC; voir la Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux et le Processus d'examen d'un projet par EDC .		

INDICATEURS PROPRES AU SECTEUR FINANCIER

INDICATEUR	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION	VALIDATION
PORTEFEUILLE DE PRODUITS 2016				
GRI 103 : Approche managériale 2016	103-1 Explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre	<p>Comme EDC exerce ses activités sur la scène internationale et est investie du mandat d'aider les entreprises canadiennes à exporter, elle est consciente qu'il peut être plus risqué de rayonner à l'international que de faire des affaires à l'échelle locale – surtout pour les entreprises présentes sur les marchés en développement. Il est donc capital qu'elle se dote de procédures rigoureuses pour mettre en lumière les incidences négatives potentielles de la totalité des transactions qu'elle appuie et qu'elle veille à ce que ces dernières soient gérées de façon responsable sur les plans financier, environnemental et social.</p> <p>L'exportation est le secteur tout indiqué pour promouvoir les technologies propres et la diversification, contribuer à l'atteinte des objectifs en matière de changements climatiques, attirer les investisseurs étrangers au Canada et encourager le commerce libre et équitable. Par la nature de son mandat et de sa vision, EDC est très bien placée pour aider les entreprises canadiennes à profiter de ces débouchés. Pour ce faire, nous devons continuellement évaluer l'appui que nous offrons et l'adapter à la conjoncture mondiale en constante évolution et aux besoins exprimés par nos clients.</p> <p>Bien que des problèmes puissent survenir pendant la durée du prêt et que nous soyons parfois appelés à défendre nos décisions entourant les transactions que nous soutenons, nous avons suffisamment confiance en nos processus pour répondre aux critiques. Nous sommes d'ailleurs de plus en plus doués pour composer avec ce type de situations.</p> <p>Rapport annuel 2018 – Environnement et population, pages 52-55</p>		
	103-2 L'approche managériale et ses composantes	<p>EDC sonde ses clients pour produire le Net Promoter Score (NPS), un outil qui aide à cerner les besoins du client et à lui fournir des produits d'exception. Le NPS mesure la probabilité qu'un client recommande EDC à ses collègues ou à d'autres entreprises. Rapport annuel 2018 – Performance par rapport aux objectifs – Indicateur lié à la clientèle, page 2.</p> <p>Site Web d'EDC, voir notre Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux (qui comprend notre Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux, notre Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale, notre Politique de divulgation ainsi que les rubriques « Engagements internationaux » et « Changements climatiques »).</p> <p>Site Web d'EDC – EDC et les Principes de l'Équateur</p>		
	103-3 Évaluation de l'approche managériale	<p>Chaque jour, nous aidons des entreprises présentes sur des marchés et dans des secteurs qui comportent des risques environnementaux et sociaux. C'est pourquoi nous estimons qu'il est primordial d'avoir des procédures rigoureuses pour aider nos clients non seulement à reconnaître ces risques, mais aussi à trouver des moyens de les éviter dans la mesure du possible, puis à réduire leurs incidences sur l'environnement et les communautés locales. Toutes les activités sont examinées au regard des risques environnementaux et sociaux. En cas de doute, les transactions en cause font l'objet d'un contrôle préalable accru.</p> <p>Rapport annuel 2018 – Produits du savoir, page 26.</p>		
FS 6	Pourcentage du portefeuille pour les secteurs d'activité ventilé par région, par taille et par secteur	<p>Le pourcentage du portefeuille pour les secteurs d'activité ventilé par région, produit et valeur en dollars se trouve sur le site Web d'EDC – Activités facilitées par région</p>		

INDICATEUR	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES	OMISSION	VALIDATION
PORTEFEUILLE DE PRODUITS 2016 (suite)				
FS 7	Valeur monétaire des produits et services offrant un bienfait social précis par secteur d'activités, ventilée par usage	Nous mettons l'accent sur les domaines où les besoins sont les plus criants, comme le soutien aux PME canadiennes, tant au Canada que dans les pays étrangers où elles ont des activités. Les entreprises appartenant à des femmes s'inscrivent également dans nos priorités. Rapport annuel 2018 – Indicateurs de rendement clés et Faits saillants par secteur et marchés, page 2; Les femmes et le commerce international, page 33 ainsi que Activités totales facilitées, voir Transactions auprès des petites entreprises et des marchés commerciaux, page 17. Le Programme Éducation jeunesse d'EDC vise à bâtir une capacité au niveau postsecondaire dans le domaine du commerce international. Site Web d'EDC – Programme Éducation jeunesse Rapport annuel 2018 – Nos collectivités, page 58-60.		
FS 8	Valeur monétaire des produits et services offrant un bienfait environnemental précis par secteur d'activités, ventilée par usage	La priorité que nous accordons aux investissements dans les technologies propres offre des bienfaits environnementaux précis. Notre programme d'obligations vertes vise à faire réaliser des investissements dans des secteurs écologiques. Rapport annuel 2018 – Environnement et population, voir Changements climatiques, page 52; Appui aux recommandations du TCFD en 2018, page 55; Performance par rapport aux objectifs, page 16.		
ACTIONNARIAT ACTIF				
GRI 103 : Approche managériale 2016	103-1 Explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre 103-2 L'approche managériale et ses composantes 103-3 Évaluation de l'approche managériale	EDC n'a aucune politique de vote qui s'applique aux enjeux environnementaux et sociaux pour les actions à droit de vote détenues par l'organisation. À titre de société d'État, EDC ne possède pas d'action et rend compte directement au gouvernement du Canada. Comme EDC exerce ses activités sur la scène internationale et est investie du mandat d'aider les entreprises canadiennes à exporter, elle est consciente qu'il peut être plus risqué de rayonner à l'international que de faire des affaires à l'échelle locale – surtout pour les entreprises présentes sur les marchés en développement. Il est donc capital qu'elle se dote de procédures rigoureuses pour mettre en lumière les incidences négatives potentielles de la totalité des transactions qu'elle appuie et qu'elle veille à ce que ces dernières soient gérées de façon responsable sur les plans financier, environnemental et social. Bien que des problèmes puissent survenir pendant la durée du prêt et que nous soyons parfois appelés à défendre nos décisions entourant les transactions que nous soutenons, nous avons suffisamment confiance en nos processus pour répondre aux critiques. Nous sommes d'ailleurs de plus en plus doués pour composer avec ce type de situations. Nous bénéficions d'un groupe d'experts de divers domaines : gestion environnementale, biodiversité, investissement dans la collectivité, santé et sécurité au travail, droit du travail, droits de la personne et changements climatiques. L'équipe est chargée d'évaluer la feuille de route, les politiques, les procédures et l'adhésion aux normes nationales et internationales de l'entreprise. Elle évalue également si cette dernière respecte les lois canadiennes ainsi que les lois des pays où elle envisage de mener des activités. L'évaluation est ensuite envoyée aux équipes sectorielles d'EDC en vue de les aider à décider si la transaction devrait ou non être approuvée, et à quelles conditions.		
FS 10	Actif soumis à un filtre positif ou négatif sur les plans environnemental et social	Les huit projets examinés dans le cadre de notre Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale, pour en déterminer les incidences environnementales et sociales possibles, ont tous atteint l'étape de la clôture financière en 2018. Sept d'entre eux ont été évalués en fonction des Principes de l'Équateur. Voir les précisions sur notre site Internet. 207 transactions ont fait l'objet d'un examen préalable relatif aux droits de la personne. Rapport annuel 2018 – Environnement et population, voir Droits de la personne, page 53. L'équipe des ESRM a visité huit sites de projets (Bahreïn, Égypte, Guinée [à deux reprises], Malaisie, Mauritanie, Mongolie, et Pérou) et a effectué trois visites régionales, soit au Brésil, au Mexique et à Singapour pour rencontrer les clients d'EDC, des organisations de la société civile, des organismes gouvernementaux et d'autres prêteurs afin de mieux comprendre ces marchés et ces projets.		OUI, voir le Rapport annuel 2018, Validation

ACTIONNARIAT ACTIF					
INDICATEUR	DESCRIPTION	PAGE, LIEN OU RÉPONSES TEXTUELLES		OMISSION	VALIDATION
FS 11	Pourcentage et nombre d'entreprises détenues dans le portefeuille de l'institution avec laquelle l'entreprise répondante a eu des échanges portant sur des questions environnementales et sociales.	Les incidences environnementales et sociales de toutes nos transactions sont évaluées. On évalue par exemple les retombées environnementales d'une assurance crédit sur les ventes à l'exportation, ou encore le financement des projets de catégorie A, qui font l'objet d'une évaluation intensive de l'incidence sur l'environnement, la société et les droits de la personne. Nous surveillons tous les projets de catégorie A pendant la durée du soutien d'EDC afin de nous assurer que les clients respectent les conditions de la convention de prêt. Voir le site Web d'EDC – Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux et la brochure intitulée Le processus d'examen des projets .			
ACTIONNARIAT ACTIF (suite)					
FS 13	Points d'accès dans des zones peu peuplées ou défavorisées	Rapport annuel 2018 – Nos collectivités, voir Donner, Outiller, Former, pages 58-60.		Les coûts réels découlant des activités de facilitation des dons et du bénévolat de nos employés et de la gestion du programme d'investissement dans la collectivité ainsi que les frais d'administration non salariaux ne sont pas disponibles. À EDC, les frais de gestion de notre investissement dans la collectivité ne sont pas importants et ne sont donc pas calculés.	

AUDIT				
<p>GRI 103 : Approche managériale 2016</p>	<p>103-1 Explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre</p> <p>103-2 L'approche managériale et ses composantes</p> <p>103-3 Évaluation de l'approche managériale</p>	<p>La <i>Loi sur le développement des exportations</i> confère au vérificateur général du Canada le mandat de procéder à une vérification de la conception et de l'application de la Directive en matière d'évaluation environnementale au moins à tous les cinq ans. Depuis la présentation du dernier rapport en 2014, nous avons mis en œuvre les recommandations formulées. En 2018, le Bureau du vérificateur général du Canada devrait amorcer une nouvelle vérification, dont les résultats seront connus en 2019.</p> <p>Site Web d'EDC – Vérifications, voir Vérificateur général du Canada et Plus d'info</p> <p>Voir les articles 102-15, 102-18, 102-19 et 102-31 présentés précédemment.</p>		